

blée Nationale et à constituer un gouvernement, le troisième en moins d'un an. Puis c'est le retour au pouvoir du Général de Gaulle, la dissolution de l'Assemblée Nationale, les élections législatives. Les Français pouvaient partir en vacances. Une nouvelle époque commençait.

Mai 1968 : la Foire de Paris; le festival de cinéma à Cannes; les grandes commémorations; la vie de tous les jours. Puis brusquement des étudiants manifestent à Nanterre où la faculté est fermée. De Nanterre les troubles se propagent à la Sorbonne, nuit d'émeutes au quartier latin. Interventions de la police. Les travailleurs enchaînent les jours suivants. Le 13 mai, c'est la grève générale. De Paris elle se propage en province. Les défilés succèdent aux meetings. Les manifestants demandent le départ du Gouvernement Pompidou, la démission du Général de Gaulle, la constitution d'un gouvernement de Front Populaire. On reparle du Général Massu, qui aurait eu des contacts avec le Général de Gaulle. M. Pompidou se contente de remanier le Gouvernement, et après un premier conseil des Ministres, M. Yves Guéna, nouveau ministre à l'Information, peut déclarer : "... La République n'a pas abdiqué. " Mais l'Assemblée Nationale est dissoute. De nouvelles élections législatives sont annoncées. Les Français peuvent espérer repartir en vacances. Le travail reprend; l'orage s'éloigne.

Le remaniement ministériel peut paraître une mesure insignifiante; il n'en est pas moins lourd d'enseignement.

Sur les 28 postes que comporte le cabinet Pompidou, 21 changements de titulaires. Mais il n'y a que neuf nouveaux venus; 19 ministres et secrétaires d'Etat appartenaient au cabinet précédent et n'ont fait que changer d'affectation.

En fait, la Ve République subit des avatars qui la font ressembler étrangement à la IVe. Pas plus que la IVe, elle

- 3 -

n'a réussi à changer en dix ans d'une manière fondamentale les structures de la société française, qui ne peut évoluer que lentement en raison du poids du passé. Car il y a dans la vie politique française une donnée permanente qui persiste à travers guerres et crises : la présence du passé. En France, plus qu'ailleurs, l'histoire détermine le comportement des gouvernants. Les habitudes passent d'une République à l'autre. La IV^e République s'est installée sur les alluvions qu'avait déposées la III^e et a passé les principes de base à la V^e. Chaque République disparue a laissé des "politiciens au rancart", lesquels, plutôt que de chercher à conserver l'essentiel et à créer de nouvelles voies, ne rêvent que de prendre leur revanche. Et dans ce domaine, la V^e République ne fera pas exception.

Aucune des trois Républiques qui se sont succédé n'a réussi à susciter un grand parti conservateur, ni, en face, un grand parti travailliste. Dès qu'une crise sociale éclate - sous la III^e République il y eut de nombreuses grèves dans les années qui précédèrent la guerre de 1914 - la droite devient réactionnaire et réagit brutalement, incitant la gauche à favoriser les éléments révolutionnaires. Une fois le défoulement achevé, on en revient au train-train quotidien.

Ce phénomène a été expliqué par les sociologues qui l'imputent au personnel politique dont le recrutement n'a pas changé depuis 1870. Il s'opère presque uniquement parmi les intellectuels: avocats, professeurs, journalistes; parfois un ingénieur. L'école normale supérieure de la rue d'Ulm continue à être une pépinière d'hommes d'Etat (MM. Pompidou, Joxe, Peyrefitte sont d'anciens normaliens). Actuellement, depuis la Libération, l'Ecole Nationale d'Administration fournit en même temps que les grands commis également des hommes politiques (M. Valéry Giscard d'Estaing, M. Peyrefitte, ce dernier successivement normalien et diplômé de l'E.N.A.).

- 4 -

On a rarement recours à des hommes d'affaires, à des financiers, à des techniciens expérimentés, qui auraient infléchi utilement l'économie du pays, l'auraient progressivement modernisée, rendue compétitive. Les mutations, dans le monde économique ou agricole, s'opèrent par crises et par saccades.

Les hommes politiques qui présidèrent aux destinées du pays dans le passé, comme ceux qui le gouvernent actuellement, ont été formés au barreau ou façonnés par l'Université, nourris de lettres, de philosophie, de science juridique. Ils ont pour spécialité de construire habilement des théories politiques, des idéologies qu'ils essayaient et essayent encore dans les meetings ou les congrès de partis. Ils ont passé la recette aux chefs syndicalistes qui actuellement encore donnent aussi dans les discours grandiloquents, les programmes savamment construits, les revendications si bien charpentées qu'on redoute d'en enlever un seul morceau de crainte de voir s'effondrer tout l'édifice. D'où la difficulté d'arriver à des compromis. Les travailleurs sont habitués à considérer leurs revendications comme un tout. Leurs meneurs, comme les leaders des partis, sont pour la plupart des doctrinaires. Au point que Raymond Aron a pu écrire dans "Le Figaro" du 5 juin :

" De Nanterre à l'Elysée : Une fois de plus, la crise a mis en lumière la précarité tragique des structures sociales du pays... Le Syndicat National de l'enseignement supérieur - SNE-Sup. - groupe moins du quart des enseignants et ses membres n'avaient jamais donné mission à leur secrétaire général de jouer à la révolution. Malheureusement, et nous sommes tous coupables, en tant que citoyens, nous choisissons ou nous laissons choisir le plus souvent pour diriger les organisations professionnelles, non des hommes qui s'imposent par leur oeuvre ou leur personnalité, mais des spécialistes du syndicalisme ou de l'agitation, politiques au petit pied ..."

Le parti des Indépendants et Modérés, qui s'institua après la Libération, et eut son heure de gloire avec M. Pinay, était le seul à compter parmi ses membres éminents des indus-

- 5 -

triels , des directeurs de sociétés, des financiers, des propriétaires agricoles, qui tentèrent de sortir des chemins battus. Comme ils n'avaient pas de doctrine, pas de statuts, qu'ils se considéraient surtout comme un club, mais un club efficace, ils ne réussirent pas à s'imposer, sauf au niveau des municipalités. M. Valéry Giscard d'Estaing a repris le flambeau des Indépendants. Parviendra-t-il à imposer son parti sur le plan national ? Lui aussi a fait carrière dans la fonction publique avant de se lancer dans la politique.

Pour en revenir au personnel gouvernemental du 5ème cabinet Pompidou, il ne diffère pas tellement de celui des gouvernements qui se succédèrent sous la IIIe et la IVe République. Sur ses 28 membres (le Premier Ministre étant excepté), un seul a réussi à mener une brillante carrière d'homme d'affaires, parallèlement à sa carrière politique : M. Albin Chalandon, 48 ans, administrateur de sociétés, directeur de banques. Les autres sont ou professeurs, ou avocats; ils sortent soit de l'E.N.A., soit d'une autre haute école; sont licenciés en droit ou en lettres, et ont tous fait carrière dans des postes administratifs du secteur public ou privé. Les uns sont journalistes et politiciens de longue date (M. Maurice Schumann), ou grands commis de l'Etat par vocation comme M. François Ortoli, qui fut le bras droit de M. Pompidou à l'hôtel Matignon, puis passa au Plan d'Equipement, et à qui on vient de confier l'Education nationale; M. Couve de Murville, qui revient aux Finances; M. Messmer, qui conserve les Armées.

Quant aux nouveaux venus: M. Henri Rey, Philippe Dechartre, Yvon Morandat, Joël Le Theule, Christian de la Malène, Robert Galley, René Capitant, Mlle Dienesch (à l'exception de M. Chalandon également nouveau), on ne voit pas très bien en quoi ils sont plus qualifiés que d'autres pour sortir le pays de ses difficultés économiques et sociales. Ni leurs états de service, ni leur expérience ne les différencient de leurs prédécesseurs au point de justifier ce remaniement. Ils ont pour mérite principal d'avoir montré beaucoup de courage

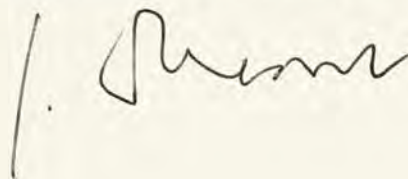
- 6 -

dans la Résistance, et d'avoir été les fidèles de la première heure. A ce point de vue, ils s'inscrivent dans la lignée des hommes d'Etat issus de la Libération, qui firent carrière déjà sous la IVe République grâce aux titres de gloire qu'ils s'étaient acquis dans les maquis.

A noter que tous les membres du gouvernement sont - presque tous - Croix de guerre 1939-1945. Ils furent chefs de réseaux de résistance, ou chefs maquisards, ou prisonniers évadés. La Résistance les a marqués. Elle constitue pour eux, comme pour le Général de Gaulle, une patrie de surcroît. A cette caste appartiennent d'ailleurs MM. Bidault et Soustelle. On en est ou on n'en est pas. Sous le premier empire, ils auraient été nommés ducs ou princes du Vercors ou du Lot, ou d'une autre région. Avoir été Résistant ou gaulliste dès juin 1940, c'est être promu aux plus hautes destinées, sous la Ve comme sous la IVe République. Les qualités et les talents requis pour gouverner un pays sont, dans ce milieu, il faut bien le dire, secondaires. Des hommes de valeur, comme M. Jean Monnet, père du Marché Commun, ou M. Louis Armand, qui fut président des Chemins de fer français, de l'Euratom, d'autres personnalités encore dont on parle à peine, et qui eux aussi firent la guerre, mais dans le rang, ne pouvaient évoluer dans ce climat de chapelle. Mais eux auraient probablement prévu la crise scolaire et prévenu le chômage.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma haute considération.

L'Ambassadeur de Suisse :



1 annexe